Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno 68° — **Roma - Mercoledì, 23 febbraio 1927 - Anno V** — **Numero 44**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

III Mostra internazionale delle arti decorative in Monza.

Con decreto 6 febbraio 1927 (V) di S. E. il Capo del Governo, registrato alla Corte dei conti il 15 febbraio 1927, registro n. 2 finanze, foglio n. 378, il Consorzio Milano-Monza-Umanitaria è stato autorizzato a promuovere a termini e per gli effetti del R. decreto-legge 16 dicembre 1923, numero 2740, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, la III Mostra internazionale delle arti decorative che avrà luogo a Monza dal maggio all'ottobre 1927.

Esposizione internazionale e relative mostre in Como.

Con decreto 3 febbraio 1927 (V) di S. E. il Capo del Governo, registrato alla Corte dei conti il 15 febbraio 1927, registro n. 2 finanze, foglio n. 377, il Comitato per le onoranze ad Alessandro Volta è stato autorizzato a promuovere a termini e per gli effetti del R. decreto-legge 16 dicembre 1923, n. 2740, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, la Esposizione internazionale e relative mostre che avranno luogo a Como dal maggio all'ottobre 1927.

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 411.

REGIO DECRETO-LEGGE 18 novembre 1926, n. 2441.

Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia ed altri Stati firmato a Parigi il 25 gennaio 1924 per la creazione di un Ufficio internazionale delle epizoozie avente sede in Parigi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno all'Accordo del 25 gennaio 1924 per la creazione di un Ufficio internazionale delle epizoozie, avente sede in Parigi, allo scopo di potersi procedere al deposito delle ratifiche dell'Accordo stesso;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri e per l'interno, di concerto col Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia ed altri Stati firmato a Parigi il 25 gennaio 1924 per la creazione di un Ufficio internazionale delle epizoozie avente sede in Parigi.

Art. 2.

Per l'adempimento degli impegni derivanti dall'Accordo sarà annualmente iscritto in apposito capitolo del bilancio del Ministero dell'interno, a decorrere dall'esercizio finanziario 1926-1927, l'annuo assegno di una somma corrispondente all'ammontare della categoria prevista all'art. 11 dello statuto organico dell'Ufficio internazionale delle epizoozie.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 febbraio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 156. — FERRETTI.

Arrangement international pour la création, à Paris, d'un Office international des épizooties.

Les Gouvernements de la République Argentine, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Danemark, de l'Egypte, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, du Guatémala, de la Hongrie, de l'Italie, du Luxembourg, du Maroc, du Mexique, de la Principauté de Monaco, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Siam, de la Suède, de la Suisse, de la République Tchécoslovaque et de la Tunisie, ayant jugé utile d'organiser l'Office international des Epizooties, visé dans le vœu émis par la Conférence internationale pour l'étude des Epizooties, le 27 mai 1921, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.er

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office international des Epizooties dont le siège est à Paris.

Art. 2.

L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs dudit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arran-

gement et qui sont considérés comme en faisant partie intégrante.

Art. 3.

Le frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des Etats contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article 2.

Art. 4.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur de l'Office.

Art. 5.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 6.

Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement français, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article 3.

Art. 7.

Le présent arrangement sera ratifié dans les conditions suivantes:

Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente convention entrera en vigueur, pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Art. 8.

Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les Etats qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement en un seul exemplaire, qu'ils ont revêtu de leurs cachets; cet exemplaire restera déposé dans les archives du Gouvernement français et des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Ledit exemplaire pourra être signé jusqu'au 30 avril 1924 inclusivement.

Fait à Paris, le 25 janvier 1924.

Pour la République Argentine: Signé: *Luis Bemberg.*
Pour la Belgique: Signé: *E. de Gaiffier.*
Pour le Brésil: Signé: *L. M. de Souza-Dantas.*
Pour la Bulgarie: Signé: *B. Morfoff.*
Pour le Danemark: Signé: *H. A. Bernhoft.*
Pour l'Egipte: Signé: *M. Fakhry.*
Pour l'Espagne: Signé: *J. Quiñones De Leon.*
Pour la Finlande: Signé: *C. Enckell.*
Pour la France: Signé: *R. Poincaré* et *Henry Chéron.*
Pour la Grande-Bretagne: Signé: *Crewe.*
Pour la Grèce: Signé: *A. Romanos.*
Pour le Guatémala: Signé: *Adrian Recinos.*
Pour la Hongrie: Signé: *Hevesy.*
Pour l'Italie: Signé: *Romano Avezzana.*
Pour le Luxembourg: Signé: *E. Leclère.*
Pour le Maroc: Signé: *Beaumarchais.*
Pour le Mexique: Signé: *Raf. Cabrera.*
Pour Monaco: Signé: *Balny d'Avricourt.*
Pour les Pays-Bas: Signé: *J. Loudon* (pour le royaume en Europe).
Pour le Pérou: Signé: *M. H. Cornejo.*
Pour la Pologne: Signé: *Alfred Chlapowsk.*
Pour le Portugal: Signé: *Antonio da Fonseca.*
Pour la Roumanie: Signé: *Victor Antonesco.*
Pour le Siam: Signé: *Charoon.*
Pour la Suède: Signé: *Albert Ehrensvard.*
Pour la Suisse: Signé: *Dunant.*
Pour la Tchécoslovaquie: Signé: *Stefan Osuski.*
Pour la Tunisie: Signé: *Beaumarchais.*

ANNEXE.

Statuts organiques de l'Office international des épizooties.

Art. 1.er

Il est institué à Paris un Office international des Epizooties relevant des Etats qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

Art. 2.

L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents Etats.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures ou services chargés, dans les divers pays, de la police sanitaire des animaux.

Art. 3.

Le Gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'article 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

Art. 4.

L'Office a pour objet principal:

a. De provoquer et de coordonner toutes recherches ou expériences intéressant la pathologie ou la prophylaxie des maladies infectieuses du bétail, pour lesquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale;

b. De recueillir et de porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs services sanitaires les faits et documents d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens employés pour les combattre;

c. D'étudier les projets d'accords internationaux relatifs à la police sanitaire des animaux et de mettre à la disposition des Gouvernements signataires de ces accords les moyens d'en contrôler l'exécution.

Art. 5.

Les Gouvernements adressent à l'Office:

1° Par la voie télégraphique, notification des premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse constatés dans un pays ou dans une région jusque-là indemnes;

2° A intervalles réguliers, des bulletins établis suivant un modèle adopté par le Comité, donnant les renseignements sur la présence et l'extension des maladies comprises dans la liste suivante:

Peste bovine.
Fièvre aphteuse.
Péripneumonie contagieuse.
Fièvre charbonneuse.
Clavelée.
Rage.
Morve.
Dourine.
Peste du porc.

La liste des maladies auxquelles s'appliquent l'une ou l'autre des dispositions qui précèdent peut être revisée par le Comité, sous réserve de l'approbation des Gouvernements.

Les Gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent pour combattre les épizooties, notamment de celles qu'ils instituent aux frontières pour protéger leur territoire contre les provenances des pays contaminés. Autant que possible ils répondent aux demandes de renseignements qui leur sont adressées par l'Office.

Art. 6.

L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les Etats participants, à raison d'un représentant pour chaque Etat.

Art. 7.

Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un président dont le mandat a une durée de trois ans.

Art. 8.

Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant:

un directeur;
des fonctionnaires techniques;
les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le directeur est nommé par le Comité.

Le directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au directeur, qui en rend compte au Comité.

Art. 9.

Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des Etats participants par la voie d'un bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

Les notifications relatives aux premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse sont transmises télégraphiquement, aussitôt reçues, aux Gouvernements et aux services sanitaires.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux Gouvernements participants.

Art. 10.

Le *Bulletin,* qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment:

1° Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles du bétail;

2° Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses des animaux;

3° Les statistiques intéressant l'état sanitaire du cheptel mondial;

4° Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du *Bulletin* est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du *Bulletin* seront publiées en d'autres langues.

Art. 11.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Office sont couvertes par les Etats signataires de l'arrangement et par ceux qui pourront y adhérer par la suite, dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après:

1re catégorie, à raison de 25 unités;
2e catégorie, à raison de 20 unités;
3e catégorie, à raison de 15 unités;
4e catégorie, à raison de 10 unités;
5e catégorie, à raison de 5 unités;
6e catégorie, à raison de 3 unités;

sur la base de cinq cents francs par unité.

Chaque Etat est libre de choisir la catégorie dans laquelle il désire s'inscrire. Il lui sera toujours loisible de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

Art. 12.

Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'Etat de premier ordre.

Art. 13.

Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

Art. 14.

Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

Art. 15.

Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communiqués par le Comité aux Etats participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

Art. 16.

Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux Etats participants après la clôture de l'exercice.

Pour la République Argentine: Signé: *Luis Bemberg.*
Pour la Belgique: Signé: *E. de Gaiffier.*
Pour le Brésil: Signé: *L. M. de Souza-Dantas.*
Pour la Bulgarie: Signé: *B. Morfoff.*
Pour le Danemark: Signé: *H. A. Bernhoft.*
Pour l'Egipte: Signé: *M. Fakhry.*
Pour l'Espagne: Signé: *Quiñones De Leon.*
Pour la Finlande: Signé: *C. Enckell.*
Pour la France: Signé: *R. Poincaré* et *Henry Chéron.*
Pour la Grande-Bretagne: Signé: *Crewe.*
Pour la Grèce: Signé: *A. Romanos.*
Pour le Guatémala: Signé: *Adrian Recinos.*
Pour la Hongrie: Signé: *Hevesy.*
Pour l'Italie: Signé: *Romano Avezzana.*
Pour le Luxembourg: Signé: *E. Leclère.*
Pour le Maroc: Signé: *Beaumarchais.*
Pour le Mexique: Signé: *Raf. Cabrera.*
Pour Monaco: Signé: *Balny d'Avricourt.*
Pour les Pays-Bas: Signé: *J. Loudon* (pour le royaume en Europe).
Pour le Pérou: Signé: *M. H. Cornejo.*
Pour la Pologne: Signé: *Alfred Chlapowski.*
Pour le Portugal: Signé: *Antonio da Fonseca.*
Pour la Roumanie: Signé: *Victor Antonesco.*
Pour le Siam: Signé: *Charoon.*
Pour la Suède: Signé: *Albert Ehrensvard.*
Pour la Suisse: Signé: *Dunant.*
Pour la Tchécoslovaquie: Signé: *Stefan Osuski.*
Pour la Tunisie: Signé: *Beaumarchais.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 412.

REGIO DECRETO 3 febbraio 1927, n. 172.
Riunione dei comuni di Mologno e di Molini di Colognola in unico Comune con denominazione « Casazza ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;
Viste le deliberazioni del podestà di Mologno in data 1° agosto e 8 settembre 1926 e di Molini di Colognola in data 2 agosto e 9 settembre 1926, con cui si chiede la fusione dei due enti in un solo Comune con denominazione « Casazza » e con capoluogo nella frazione omonima;
Visto il parere favorevole espresso dalla Reale Commissione per la straordinaria amministrazione della provincia di Bergamo, con i poteri del Consiglio provinciale, in adunanza 29 settembre 1926;
Vista la lettera 27 dicembre 1926, n. 352117, con cui il Ministero delle comunicazioni — Direzione generale delle poste e dei telegrafi — dichiara che nulla osta a che il nuovo Comune assuma la denominazione proposta;
Udito il parere del Consiglio di Stato, sezione prima, in adunanza 26 gennaio 1927, le cui considerazioni s'intendono nel presente decreto riportate;
Visti la legge comunale e provinciale, il relativo regolamento, nonchè il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2839, e la legge 4 febbraio 1926, n. 237;
Abbiamo decretato e decretiamo:

I comuni di Mologno e di Molini di Colognola, in provincia di Bergamo, sono riuniti in unico Comune, con denominazione « Casazza » e con capoluogo nella frazione omonima.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 febbraio 1927 - Anno V.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 febbraio 1927 Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 199. — FERRETTI.

Numero di pubblicazione 413.

REGIO DECRETO 3 febbraio 1927, n. 173.
Autorizzazione al comune di Vico di Pantano a mutare la propria denominazione in quella di « Villa Literno ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;
Vista la domanda in data 1° agosto 1926, con cui il podestà di Vico di Pantano, in esecuzione della deliberazione consiliare 16 febbraio 1926, chiede che la denominazione del Comune sia mutata in quella di « Villa Literno »;
Visto il parere favorevole espresso dalla Commissione Reale per la straordinaria amministrazione della provincia di Caserta, coi poteri del Consiglio provinciale, in adunanza 22 giugno 1926;
Vista la lettera 25 ottobre 1926, n. 348440, con la quale il Ministero delle comunicazioni — Direzione generale delle poste e dei telegrafi — dichiara che nulla osta alla chiesta modificazione di denominazione;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Vico di Pantano, in provincia di Napoli, è autorizzato a mutare la propria denominazione in « Villa Literno ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei de-

creti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 febbraio 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 febbraio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 200. — FERRETTI.

Numero di pubblicazione 414.

REGIO DECRETO 6 febbraio 1927, n. 174.

Autorizzazione al comune di Ficano a mutare la propria denominazione in quella di « Poggio San Vicino ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Veduta la domanda in data 19 ottobre 1926, con cui il podestà di Ficano, in esecuzione della propria deliberazione del 19 luglio 1926, chiede l'autorizzazione al cambiamento della denominazione del Comune in quella di « Poggio San Vicino »;

Veduto il parere favorevole espresso dalla Reale Commissione per la straordinaria amministrazione della provincia di Macerata, con i poteri del Consiglio provinciale, in adunanza 12 novembre 1926;

Veduta la lettera 18 gennaio 1927, n. 389125, con cui il Ministero delle comunicazioni — Direzione generale delle poste e dei telegrafi — dichiara che nulla osta al chiesto cambiamento di denominazione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Ficano, in provincia di Macerata, è autorizzato a mutare la propria denominazione in « Poggio San Vicino ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 febbraio 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 febbraio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 201. — FERRETTI.

Numero di pubblicazione 415.

REGIO DECRETO-LEGGE 6 febbraio 1927, n. 181.

Proroga di termine per la iscrizione nell'albo degli ingegneri ed architetti dei professori di disegno architettonico.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la urgente necessità di prorogare il termine entro il quale le Commissioni indicate nell'art. 68 del regolamento 23 ottobre 1925, n. 2537, devono espletare l'esame delle domande di iscrizione nell'albo degli ingegneri e degli architetti di coloro che sono contemplati nell'art. 10 della legge 24 giugno 1923, n. 1395, e per conseguenza di prorogare altresì il termine di cui all'art. 70 del regolamento medesimo;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto, di concerto con i Ministri per l'interno, per i lavori pubblici e per l'istruzione pubblica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La iscrizione negli albi degli ingegneri e degli architetti di coloro che sono contemplati nell'art. 10 della legge 24 giugno 1923, n. 1395, potrà avvenire fino a tutto il 30 giugno 1927 e le domande relative potranno essere presentate non oltre il 30 aprile 1927.

Resta fermo il termine fissato nel R. decreto-legge 11 novembre 1926, n. 2186, per la presentazione delle domande di coloro che si trovano nelle condizioni di cui all'art. 9 della legge medesima.

Le Commissioni di cui all'art. 68 del regolamento 23 ottobre 1925, n. 2537, devono espletare i loro lavori entro il 31 maggio 1927. Nel caso di ricorso dell'interessato, a sensi dell'ultima parte dell'art. 68 e del penultimo capoverso dell'art. 69 del regolamento medesimo, l'iscrizione nell'albo a seguito della decisione sul ricorso potrà avvenire anche oltre il suindicato termine del 30 giugno 1927.

Il termine del 31 dicembre 1926 stabilito nell'art. 70 del regolamento 23 ottobre 1925, n. 2537, è prorogato al 30 giugno 1927.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 febbraio 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO — GIURIATI — FEDELE.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 febbraio 1927 Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 205. — FERRETTI.

Numero di pubblicazione 416.

REGIO DECRETO-LEGGE 13 febbraio 1927, n. 176.

Fusione di alcuni Istituti di credito della Venezia Tridentina.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Veduto il R. decreto-legge 7 settembre 1926, n. 1511;

Ritenuta la necessità ed urgenza di autorizzare la fusione di alcuni consorzi economici della Venezia Tridentina regolati dalla legge 9 aprile 1873, n. 70, dell'ex monarchia austro-

ungarica, superando difficoltà di interpretazione della detta legge, nonchè la fusione di emanazioni finanziarie dei consorzi stessi;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze, di concerto col Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, col Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto e col Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' autorizzata la fusione dei due consorzi economici a garanzia limitata: « Banca cooperativa di Trento » e « Banca cattolica trentina in Trento » debitamente registrati presso il Regio tribunale civile e penale di Trento. Il nuovo consorzio economico registrato a garanzia limitata risultante dalla fusione dei predetti Istituti prenderà la denominazione di « Banca del Trentino e dell'Alto Adige ».

E' autorizzata, altresì, la fusione della « Banca di Trento », società anonima per azioni in Trento, con la « Banca industriale », società per azioni in Trento.

Art. 2.

Le attività e le passività con i relativi diritti e obblighi, ivi comprese le garanzie, della Banca cooperativa di Trento e della Banca cattolica trentina, passano esclusivamente alla Banca del Trentino e dell'Alto Adige. Le attività e le passività con i relativi diritti ed obblighi, ivi comprese le garanzie, della Banca di Trento passano esclusivamente alla Banca industriale di Trento.

Art. 3.

La sottoscrizione nel registro dei soci della Banca cooperativa di Trento e della Banca cattolica trentina sostituisce ad ogni effetto quella nel libro dei soci della Banca del Trentino e dell'Alto Adige. I titoli rappresentativi emessi sulle quote d'affari dei soci della Banca cooperativa di Trento e della Banca cattolica trentina saranno stampigliati a cura della Banca del Trentino e dell'Alto Adige e valgono ad ogni effetto come titoli di quest'ultima.

Le azioni della Banca di Trento saranno stampigliate dalla Banca industriale e valgono a tutti gli effetti come le azioni della Banca industriale di Trento.

Art. 4.

Gli atti di trasferimento dei beni, dei diritti e degli impegni, da parte della Banca cooperativa di Trento, e da parte della Banca cattolica trentina alla Banca del Trentino e dell'Alto Adige, nonchè da parte della Banca di Trento alla Banca industriale, saranno soggetti alla tassa fissa di registro ed ipotecaria di L. 10.

Eguale trattamento tributario viene esteso all'atto costitutivo della Banca del Trentino e dell'Alto Adige.

Nei riguardi della Banca cooperativa, della Banca cattolica trentina e della Banca di Trento l'anno di gestione 1926 vale come ultimo anche nei riguardi della commisurazione dell'imposta di ricchezza mobile.

Art. 5.

Il Ministro per le finanze, di concerto con quello per l'economia nazionale, potrà autorizzare la fusione con la Banca del Trentino e dell'Alto Adige di altri consorzi bancari della regione retti dalla legge dell'ex monarchia austro-ungarica 9 aprile 1873, n. 70.

In tal caso sono estesi agli atti della stessa natura indicati nell'art. 4 del presente decreto i privilegi tributari ivi enumerati.

Tale facoltà cesserà con l'anno 1927.

Art. 6.

Il presente decreto andrà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 febbraio 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — ROCCO — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 257, foglio 209. — FERRETTI.

Numero di pubblicazione 417.

REGIO DECRETO 16 dicembre 1926, n. 2418.

Trasformazione del fine inerente al patrimonio del Monte di soccorso di San Bartolomeo in Galdo.

N. 2418. R. decreto 16 dicembre 1926, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, il fine inerente al patrimonio del Monte di soccorso di San Bartolomeo in Galdo viene trasformato a favore dell'Asilo infantile amministrato dalla locale Congregazione di carità.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1927 - Anno V

Numero di pubblicazione 418.

REGIO DECRETO 16 dicembre 1926, n. 2419.

Erezione in ente morale della Fondazione « D. Francesco Malvicino », in Castelspina.

N. 2419. R. decreto 16 dicembre 1926, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, la Fondazione « D. Francesco Malvicino », nel comune di Castelspina, è eretta in ente morale e fusa con il locale Asilo infantile in unico ente denominato « Asilo infantile D. Francesco Malvicino », di cui è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1927 - Anno V

DECRETO MINISTERIALE 31 gennaio 1927.

Nomina del presidente dell'Ente nazionale serico.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto l'art. 3 del R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265, concernente l'istituzione dell'Ente nazionale serico;

Decreta:

Articolo unico.

Il gr. uff. Gian Luca Tondani di Milano è nominato presidente dell'Ente nazionale serico istituito col R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 31 gennaio 1927 - Anno V.

Il Ministro: BELLUZZO.

DECRETI MINISTERIALI 31 gennaio 1927.
Costituzione del Consiglio generale dell'Ente nazionale serico.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto l'art. 4 del R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265, concernente l'istituzione dell'Ente nazionale serico;

Sentite le organizzazioni sindacali riconosciute a norma della legge 3 aprile 1926, n. 563, e del R. decreto 1° luglio 1926, n. 1130;

Decreta:

Articolo unico.

Sono chiamati a far parte del Consiglio generale dell'Ente nazionale serico, istituito col R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265, i signori:

1. Ferrario gr. uff. Angelo di Milano,
2. Sinigaglia avv. Moisè di Torino,
3. Florio comm. Antonino di Villa San Giovanni,
4. Gallese rag. cav. Giuseppe di Milano,
5. Gatti Giuseppe di Carpenedolo (Brescia),

per gli industriali filatori e torcitori;

6. Bianchi gr. uff. Carlo di Milano, per i commercianti di sete grezze;
7. Braghenti comm. Luigi di Como,
8. Stucchi gr. uff. Enrico di Como,
9. De Negri Leopoldo di Caserta,
10. De Benedetti ing. Mario di Torino,

per gli industriali fabbricanti di seterie;

11. Cantoni cav. avv. Angelo di Como, per gli industriali tintori, stampatori ed apparecchiatori serici;
12. Catenacci comm. Emilio di Milano,
13. Ferri avv. Alessandro di Ascoli Piceno,

per gli industriali produttori di seme-bachi;

14. Mira cav. Carlo di Milano, per gli industriali dei filati cucirini;
15. Zanoletti ing. comm. Angelo di Tarcento, per gli industriali filatori di schappe e bourrettes;
16. Heberlein cav. rag. Alfredo di Milano, per gli industriali fabbricanti cravatte;
17. Di Segni cav. Salvatore di Milano, per i commercianti grossisti in seterie;
18. Luraschi comm. Vittorio di Milano, per gli industriali dell'abbigliamento;
19. Guarneri gr. uff. prof. Felice di Roma, in rappresentanza della Confederazione generale fascista dell'industria italiana;
20. Marozzi prof. comm. Antonio di Roma,
21. Cartolari conte Ignazio di Verona,
22. Gorio comm. Giovanni di Brescia,

in rappresentanza della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori;

23. Razza dott. Luigi, per i mezzadri,
24. Angelini dott. Franco per i tecnici agricoli, in rappresentanza della Federazione nazionale dei Sindacati fascisti dell'agricoltura;
25. Fileni prof. comm Enrico. in rappresentanza dell'Unione delle Cattedre ambulanti di agricoltura.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 31 gennaio 1927 - Anno V.

Il Ministro per l'economia nazionale:
BELLUZZO.

Il Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto l'art. 4 del R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265, concernente l'istituzione dell'Ente nazionale serico;

Decreta:

Articolo unico.

Sono chiamati a far parte del Consiglio generale dell'Ente nazionale serico, in aggiunta ai rappresentanti delle classi interessate ed ai membri di diritto di cui al primo e secondo capoverso dell'art. 4 del R. decreto-legge 16 dicembre 1926, n. 2265, i signori:

Menozzi gr. uff. prof. Angelo, direttore del Regio istituto superiore agrario di Milano;

Pigorini prof. cav. Luciano, direttore della Regia stazione bacologica sperimentale di Padova;

Acqua prof. comm. Camillo, direttore della Regia stazione per la gelsicoltura e la bachicoltura di Ascoli Piceno;

Casella prof. Luigi, direttore dell'Istituto bacologico della Calabria in Cosenza.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 31 gennaio 1927 - Anno V.

Il Ministro: BELLUZZO.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIV. I - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e delle rendite
del 22 febbraio 1927 Anno V

Francia	89.38	Oro	440.14
Svizzera	438.32	Belgrado	40.30
Londra	110.426	Budapest (pengo)	4 —
Olanda	9.13	Albania (Franco oro)	442 —
Spagna	384.75	Norvegia	5.87
Belgio	3.172	Svezia	6.13
Berlino (Marco oro)	5.425	Polonia (Sloty)	—
Vienna (Schillinge)	3.215	Danimarca	6.11
Praga	67.70	Rendita 3,50 %	63.85
Romania	13.75	Rendita 3,50 % (1902)	58 —
Russia (Cervonetz)	118 —	Rendita 3 % lordo	39.325
Peso argentino oro	21.705	Consolidato 5 %	80.25
Peso argentino carta	9.55	Obbligazioni Venezie 3,50 %	62 —
New York	22.811		
Dollaro Canadese	22.83		

TOMMASI CAMILLO, *gerente*

Roma - Stabilimento Poligrafico dello Stato.